

Filière laitière aux Pays-Bas : hyper-compétitivité ou dumping environnemental ?

PERROT Christophe (1), FORAY Sylvain (2), CHAUMET Jean-Marc (1)

(1) Institut de l'élevage, département Economie, Paris

(2) Institut de l'élevage, département Techniques d'élevage et environnement, Le Rheu

Le contexte

- **Fin des quotas laitiers en UE**
- **Choc d'offre + chute demande
= chute des prix et crise laitière**
- **Des projets de développement
programmés et explicites (Irlande, Danemark)
ou perceptibles dans investissements (Pays-Bas)**
- **Environnement: une compétence européenne, des
applications différentes, un monitoring à réviser ?**
- **Régulation, prévention voire gestion des crises, un débat
politique intra européen**
- **Pour une meilleure intégration des politiques publiques ?**

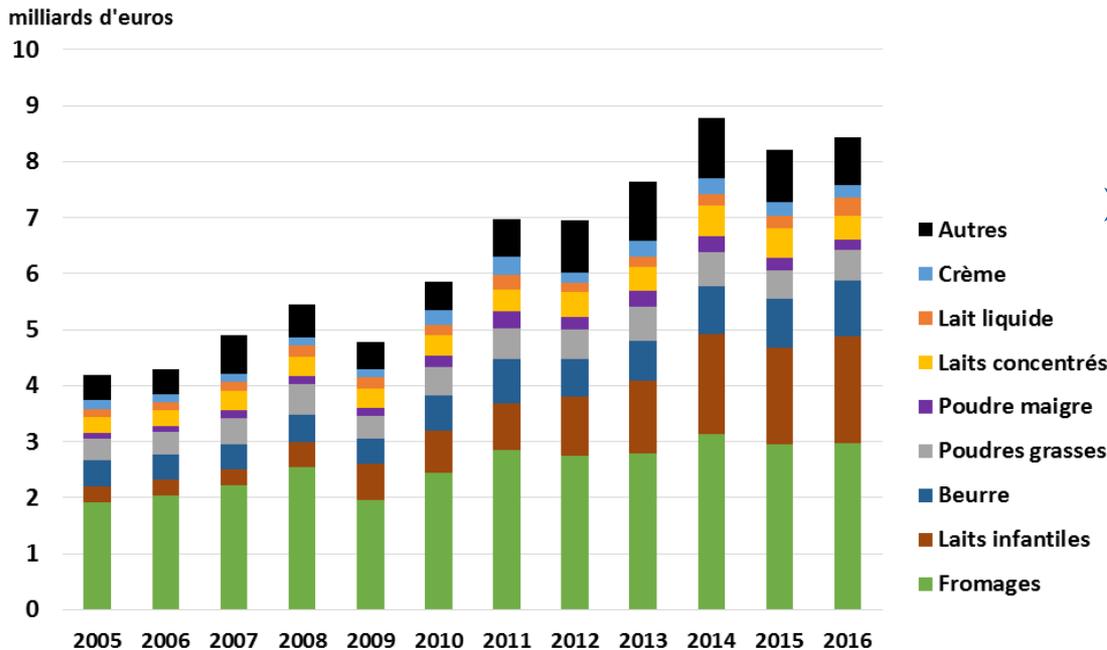
Le secteur laitier aux Pays-Bas

- **Un secteur économique stratégique** (45 000 emplois, 8% de l'excédent commercial tous secteurs confondus)
- **Des atouts maîtres** (climat & potentiel fourrager, densité de production, infrastructures portuaires, structure de la filière et « cluster » laitier, foncier/financement/transmission)
- **Une longue tradition de commerce, une internationalisation croissante**
- **Une forte compétitivité:** avec laits infantiles dépasse l'Allemagne comme 1^{er} exportateur européen de produits laitiers (déjà sur pays-tiers)
- **Une forte rentabilité** (exploitations – un modèle spécifique, un prix élevé; transformation)
- **Un point faible/revers de la médaille: impacts environnementaux (et sanitaires)** de productions animales les plus denses d'Europe

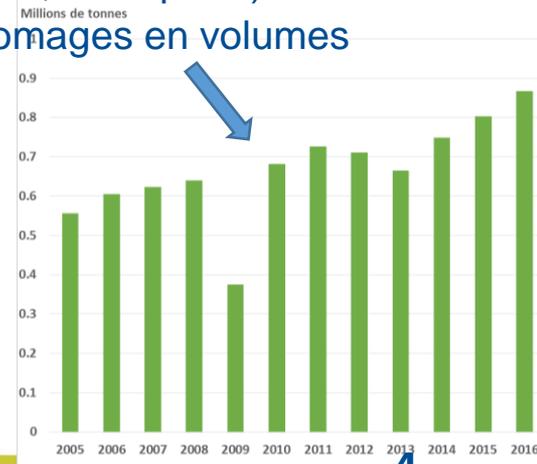
Une puissance exportatrice stimulée par la fin des quotas

Evolution des exportations néerlandaises de produits laitiers (en valeur).

Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après Trademap



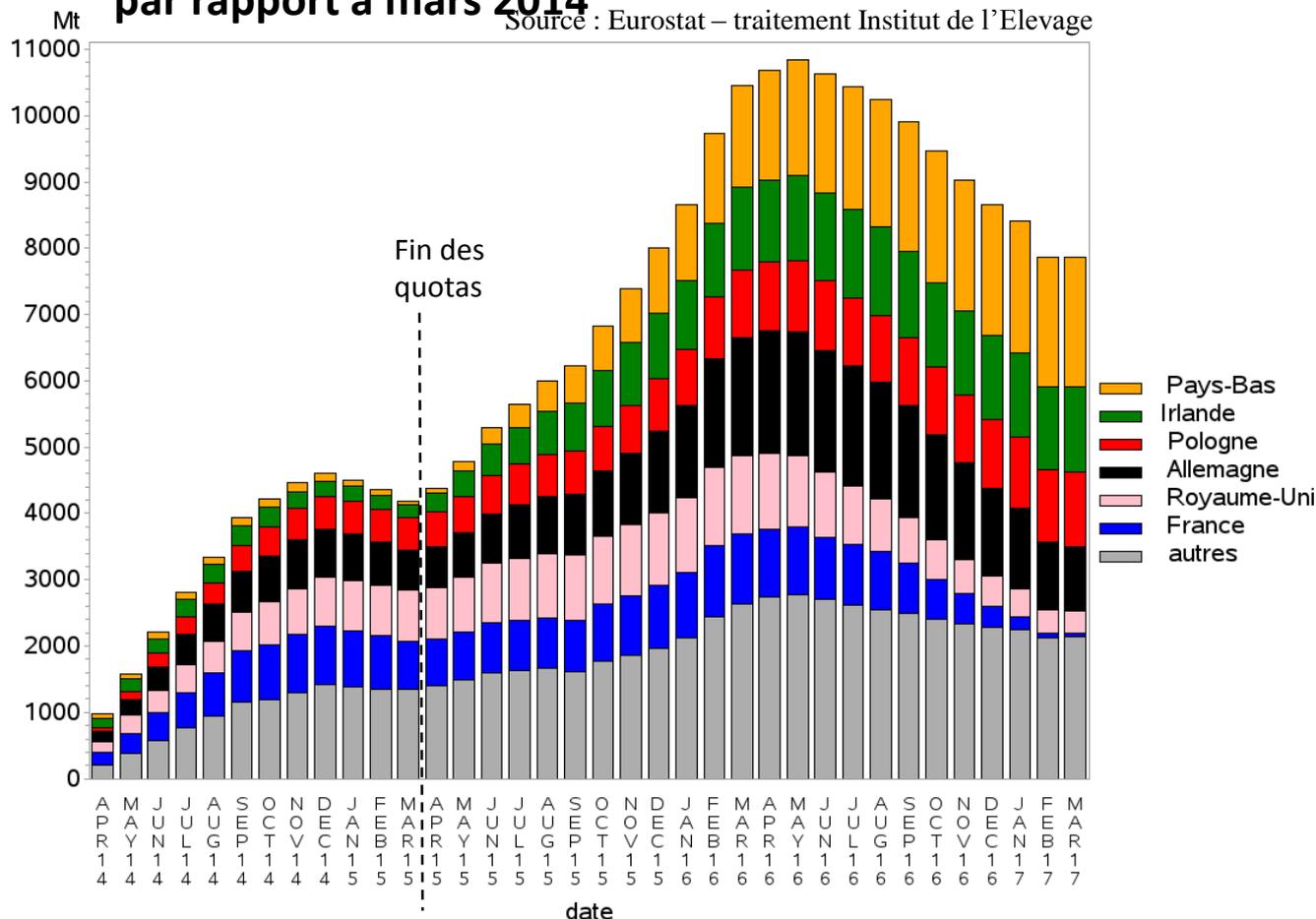
- 65 % du lait exporté (volume): 45% sur UE, 20% sur pays tiers
- Valeur x 2 en 10 ans
- Croissance (notamment en valeur) sur pays tiers: de 35% des exports (2006) à 46%(2016)
- 2 points clés:
 - Laits infantiles en valeur (1,9 milliards € dont 1,3 sur Chine sur 8,3 d'exports)
 - Fromages en volumes



Un choc d'offre lié à la fin de la contrainte quotas dans quelques pays...

Variation de la production laitière par pays par rapport à mars 2014

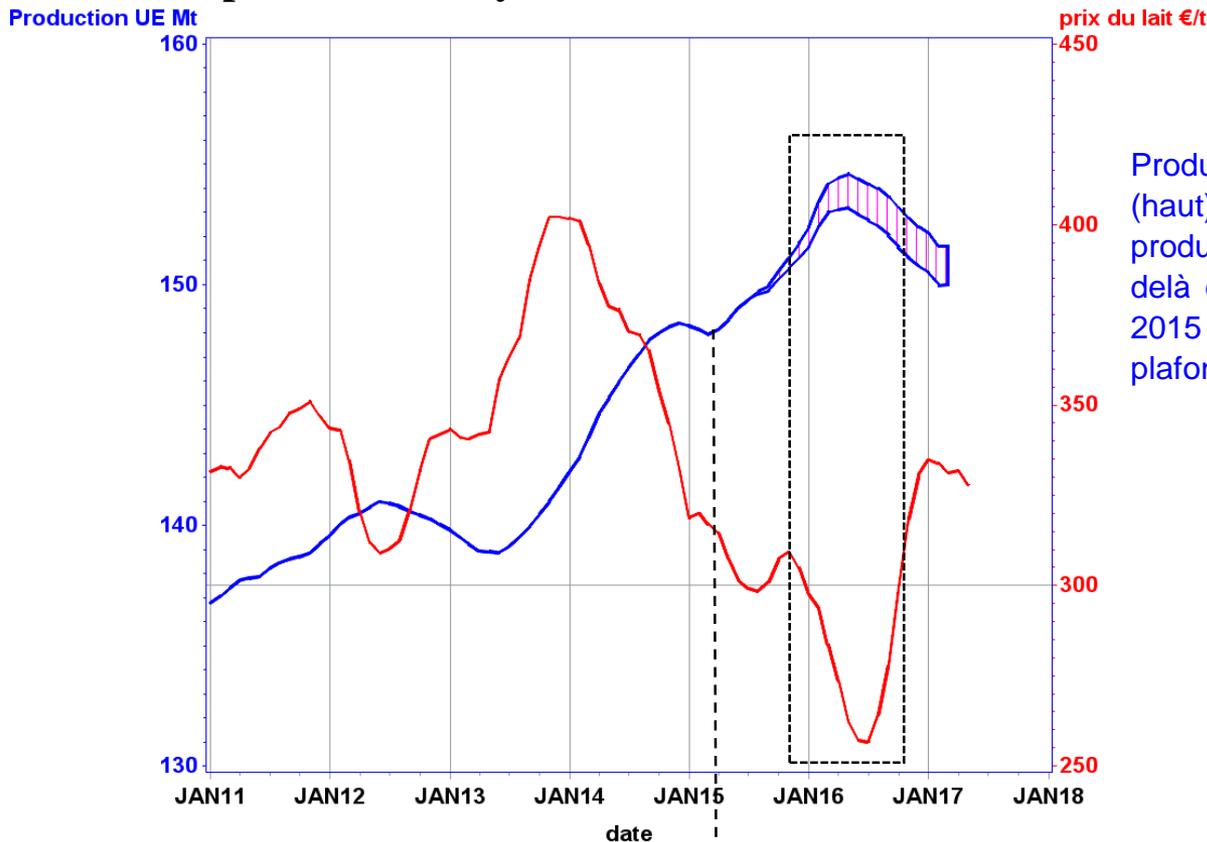
Source : Eurostat – traitement Institut de l'Élevage



- +10 Mt en 2 ans
Dont +2 pour Pays-Bas
- Marché intérieur mûre
- Chute demande solvable (Chine, Russie, pays pétroliers)
- ➡ 6 ou 7 Mt en stocks divers

... pousse le prix du lait vers le niveau de l'intervention...

Evolution de la production laitière européenne et du prix du lait moyen



Production laitière UE avec (haut) ou sans (bas) la production néerlandaise au-delà de la production de juillet 2015 (date de dépassement du plafond Phosphates)

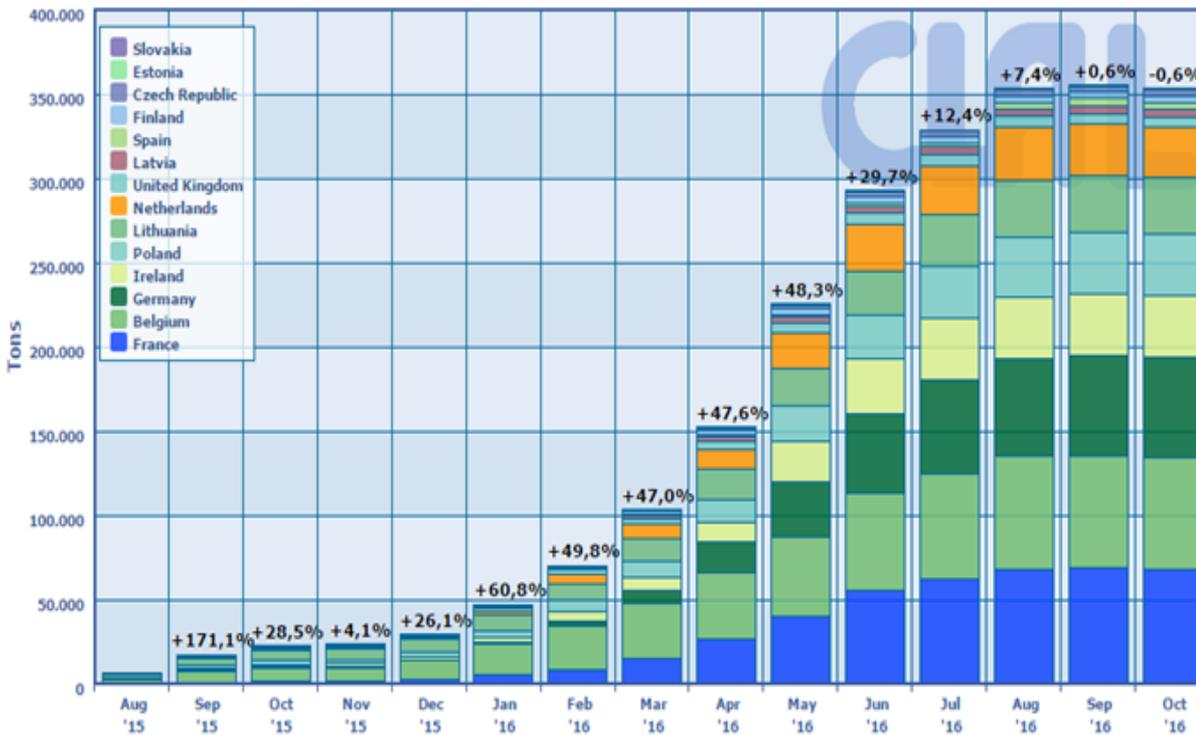
Source : Eurostat et Observatoire européen marchés du lait, Institut de l'Élevage

Fin des quotas

... qui fonctionne à plein

Achats de Poudre de lait écrémé à l'intervention, par pays

EU-28 - SMP: Public storage by Countries
% Change from previous month
Processed by CLAL based on European Commission Data - updated to December 12, 2016



- En équivalent lait, le volume mis à l'intervention par tous les pays est comparable à l'augmentation de production des Pays-Bas...
- ... qui ont néanmoins transformé et exporté 60% de cette hausse en fromages
- Et 10% en poudre pour l'intervention (en relatif recours comparable à FR)

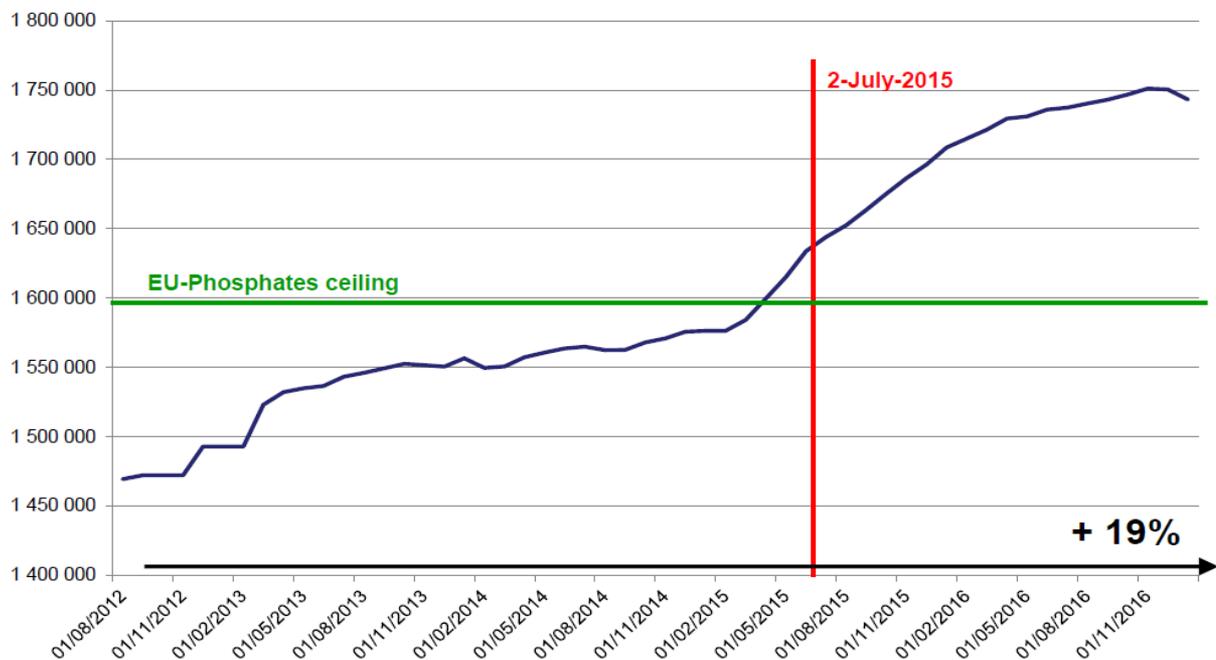
Une croissance en infraction avec la réglementation environnementale

Evolution du nombre de vaches laitières aux Pays-Bas par rapport au plafond de production de phosphates d'origine organique.

Source : Verkerk K., 2017



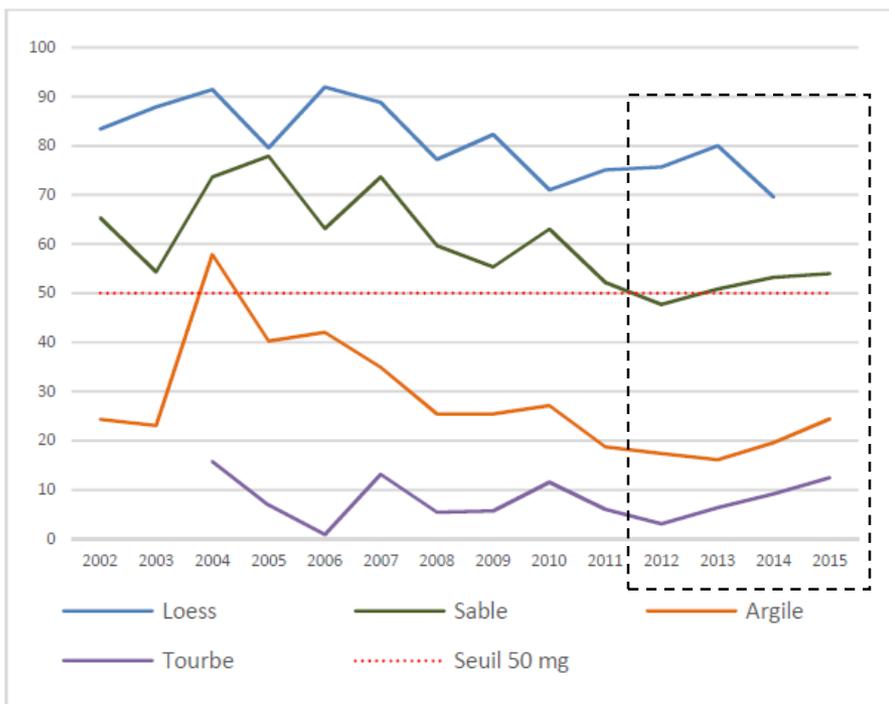
Number of cows



- Hausse de production (+38% depuis 2002)
- réalisée avec un cheptel en forte hausse (+17% depuis 2002)
- a entraîné un dépassement du plafond de production de phosphates pour les vaches laitières (référence 2002),
- plafond imposé comme condition à l'obtention d'un dérogation à la directive Nitrates (230/250 kg N/ha au lieu 170)

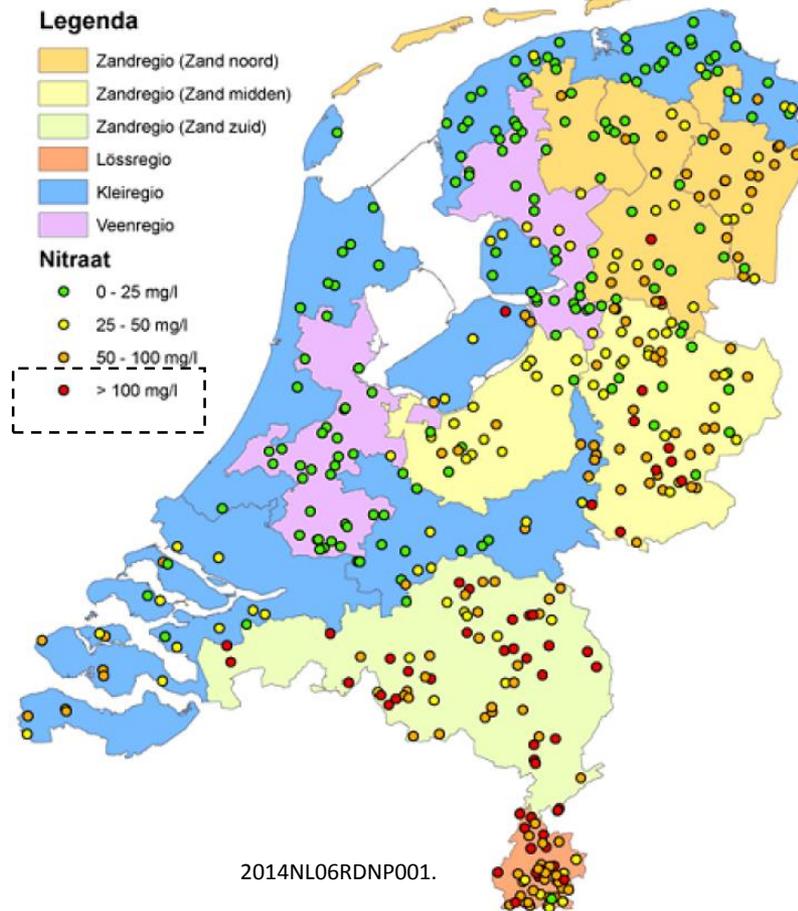
Elevage et qualité de l'eau aux Pays-Bas: des objectifs non atteints, des résultats qui se redégradent, malgré de fortes évolutions depuis les années 1990 (surplus azotés de 300 à 150 kg/ha).

Evolution des teneurs en nitrate dans l'eau lixiviée entre 2002 et 2015 par type de sol (mg/l)



Foray et al, 2017.

Concentrations 2007-2010



Un contexte évolutif ? Instable ?

Révision à la baisse des possibilités de fertilisation des cultures
+ Renforcement des obligations de traitement/exportations
= augmentation massive des exportations de déjections:
43 millions de kg d'azote (x2 en 10 ans)
41 millions de kg de phosphates (x 3 en 10 ans)
autant sont incinérés (fientes) ou utilisés hors agriculture.

Exports à 57% en Allemagne, Belgique, France (10 millions kg P2O5 x 2 en 5 ans)

- En 2009, 15-20% des exploitations ne respectaient pas la réglementation
- Fraude / coûts de traitement
- Bilans / ha calculés excédentaires/normes en vigueur.

Enjeux économique liés au maintien de la dérogation à la Directive Nitrates

Gain actuel de 11 000 € par exploitation laitière moyenne (2,5 €/ kg N)

Suppression de la dérogation: 1/3 du cheptel laitier menacé

Tentative d'extension permis Phosphore individuels marchands (porcs et volailles) au secteur laitier rejeté par la Commission européenne

Un Plan Phosphates en cours pour repasser sous le plafond autorisé avant la prochaine renégociation de la dérogation (-10% de cheptel, en cours; impact moindre sur la production).

Réglementation environnementale: un enjeu économique et commercial

Baumol et Oates (1988), conséquences sur les échanges
entre pays

Dumping environnemental

Havre de pollution

Paralysie réglementaire/Course au moins disant

Un nouveau regard sur le secteur laitier UE, très
concurrentiel, et les risques de distorsion de concurrence

Un enjeu d'intégration des politiques publiques

L'environnement, un domaine réservé de l'UE

Une application de la réglementation environnementale lors de la levée des quotas aurait pu ou du avoir un effet de politique agricole (contrôler le choc d'offre)

Contrairement aux mesures de réduction volontaire qui auront plus d'impact sur les exploitations/zones les moins compétitives

La réglementation environnementale concerne les zones les plus denses et peut contrôler l'effet des économies d'agglomération

Une voie possible de régulation en l'absence de tout consensus sur la prévention des crises et la gestion des marchés ?